

LE PETIT NIÇOIS : Comment se présente la campagne ?

Nicolas Dupont-Aignan : Tout se passe très bien. Mais c'est difficile car tout est fait pour ne pas intéresser les Français à ces élections. Le vrai danger, c'est l'abstention. Si personne ne vote, Macron aura gagné, il aura les mains libres pendant 3 ans. C'est bien d'aller sur les ronds points, mais le vote est utile. Je rêve d'une participation à 90 % qui mettrait la liste de LREM à moins de 10 %.

LPN : Que pensez-vous des sondages actuels ?

N. D.-A. : Nous avons commencé à 1,5 %, aujourd'hui, nous sommes entre 5 et 6 %. Aux Présidentielles, nous avons fait 4,70 %. Aux Européennes, les frais sont remboursés dès 3 % et l'on a des élus à partir de 5 %. C'est une élection à un seul tour à la proportionnelle intégral, une occasion unique pour que le vote de chacun soit bien pris en compte. Chaque vote a le même poids, il faut voter pour le candidat que l'on préfère.

LPN : Pourquoi voter pour la liste des amoureux de la France que vous menez ?

N. D.-A. : Parce que nous n'avons jamais varié dans nos votes. Nous sommes restés fidèles à nos engagements et à nos idées. Tout le monde nous tape dessus, cela est plutôt bon signe. Nous avons fait une alliance avec 23 partis de 23 nationalités différentes. Nous aurons un groupe au Parlement européen et nous pourrions peser sur les choix européens.

LPN : Pourriez-vous vous allier au RN ?

N. D.-A. : Le RN est aujourd'hui isolé. Avec les Amoureux de la France, nous avons essayé de rassembler les droites. Après, nous sommes ouverts au dialogue.

LPN : Mais plus avec Frédéric Poisson ?

N. D.-A. : Il s'est de lui-même exclu malheureusement. Il s'est mis en dehors en voulant faire autrement. Mais avec Bruno North, le président du CNIP, Stéphanie Gibaud la lanceuse d'alerte sur l'affaire UBS, Benjamin Cauchy, gilet jaune de la première heure..., nous sommes bien armés pour proposer des candidats qui vont devenir des spécialistes dans leurs choix de compétences.

LPN : Quels sont les axes de votre campagne ?

N. D.-A. : Le retour de la Nation et des projets. La Nation implique à revenir au principe de subsidiarité, c'est-à-dire la primauté du droit national sur le droit européen, mais aussi le retour aux frontières, la fin des contributions excessives au budget européen. En 2000 sous Chirac, nous payons au budget européen 2 milliards d'euros. Aujourd'hui, chiffre 2016, notre contribution s'élève à 11 milliards sous Hollande. On paie pour nos concurrents qui nous envoient leurs travailleurs détachés. Nous prônons aussi la suppression de la

Commission européenne pour la remplacer par un secrétariat intergouvernemental allégé. Mais nous sommes pour l'Europe qui porterait des projets forts afin de faire face à la concurrence de la Chine et des États-Unis. Nous avons des défis à relever comme la lutte contre le cancer et Alzheimer, l'Intelligence artificielle conjuguée à la souveraineté numérique, les énergies d'avenir avec la transition écologique.

LPN : Chez-vous pour la fusion d'Alstom et de Siemens ?

N. D.-A. : j'étais Pour mais dans une alliance sur le même pied d'égalité entre Français et Allemands. Aujourd'hui, l'Union européenne est obèse, elle est à la main des lobbys, elle ne fait rien pour que nous puissions faire face à nos concurrents. Il faut une harmonisation fiscale et gouvernementale. Airbus a son siège aux Pays-Bas pour des commodités fiscales, c'est inacceptable. Il faut une Europe à géométrie variable et basée sur le volontariat.

LPN : Quelles différences avec les priorités de la liste LR ou LREM ?

N. D.-A. : Nous, nous avons toujours défendu les mêmes idées, nous sommes cohérents dans nos votes et nos idées. Les élus LR ont tout voter notamment sur l'adhésion aux Balkans et à la Turquie avec 27 milliards budgétés, la répartition des migrants, les traités internationaux TAFTA et CETA, la création d'un nouvel impôt européen sur le carburant, le chauffage et l'électricité... Quant à la liste LREM, sa tête défend l'idée d'une Europe fédérale soit la fin de la France...

LPN : Que pensez-vous de la restitution du grand débat ?

N. D.-A. : Je n'ai rien compris ! C'est de la com ! Les Français attendent des actes, pas des habillages en forme de poudre aux yeux... Notre liste propose des idées fortes et simples qui passent par la renégociation des traités européens comme des traités internationaux déloyaux.

Propos recueillis par Pascal Gaymard

Mais aussi...

Bruno North (CNIP) : « Changer l'Europe de l'intérieur »

Ce chef d'entreprise préside le Centre National des Indépendants et Paysans (CNIP) et a raillé l'initiative des Amoureux de la France proposée par Debout la France (DLF).

LE PETIT NIÇOIS : Pourquoi avoir rallié Debout la France ?

Bruno NORTH : Nous partageons les mêmes valeurs, la même vision, il faut rassembler les droites, c'est ce que nous avons toujours dit au CNIP. Cette élection européenne nous servira de galop d'essai.

LPN : Est-ce que cette union va jusqu'au RN ?

B. N. : Depuis les années 80, le CNIP dit toujours la même chose : Pas d'ennemis à droite. Nous sommes ouverts au dialogue et travailler pour l'intérêt général. Pour les Municipales, les discussions sont ouvertes.

LPN : A Nice, qui soutiendrez-vous entre Christian Estrosi et Eric Ciotti ?

B. N. : Nous n'avons pas d'états d'âme et aucune hésitation, ce sera Eric Ciotti. Christian Estrosi a dû son élection à la Région au soutien du socialiste, Christophe Castaner... Il est Macron compatible, pas nous.

LPN : Comment s'est passé la collaboration avec DLF ?

B. N. : Nous avons été associés à toutes les discussions. Le principe de subsidiarité avec le retour à la souveraineté de la France sont des points importants pour nous. Notre volonté commune, changer l'Europe de l'intérieur.

LPN : Partagez-vous l'idée d'une suppression de la Commission européenne ?

B. N. : Nous ne sommes pas aussi radicaux. Si elle doit subsister, elle doit être placée sous l'autorité du Conseil européen. Aujourd'hui, elle a trop de pouvoirs.

LPN : Quelle était votre position sur la fusion d'Alstom et de Siemens ?

B. N. : Nous étions Pour. L'Union européenne est trop présente là où elle devrait être discrète et trop absente là où elle devrait être forte politiquement. C'est exaspérant de voir que l'UE veut gommer les réalités nationales au profit d'un libre échange strictement économique et toujours au détriment des Européens. Cette fusion aurait permis de faire face à nos concurrents notamment Chinois.

LPN : Que pensez-vous de la restitution du grand débat ?

B. N. : Tout cela est pitoyable. Je ne sais pas ce qui va en sortir, si cela servira à quelque chose. Le cap sera conservé coûte que coûte. Ce débat aurait dû avoir lieu lors des élections présidentielles... Globalement, ce pouvoir actuel manque d'empathie et d'humanité.

LPN : Que pensez-vous des suicides dans le monde paysan ?

B. N. : Les gens travaillent tous les jours, 7 sur 7, et ils ne s'en sortent pas, c'est dramatique. Cela résulte des politiques menées en France ces 30 à 40 dernières années et pas seulement de l'Europe. Il faut revenir aux idées des Pères fondateurs

de l'Europe qui ne parlaient pas « d'Union européenne » ...

Propos recueillis par Pascal Gaymard

Partager :